



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CECI/2006/4
12 juillet 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

**COMITÉ DE LA COOPÉRATION ET DE
L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUES**

Première session
Genève, 27-28 septembre 2006
Points 5 et 6 de l'ordre du jour provisoire

**Inventaire des activités des organisations internationales et régionales
en rapport avec les thèmes du Comité de la coopération
et de l'intégration économiques de la CEE**

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document fournit des renseignements sur les activités menées par les autres organisations internationales et régionales dans les domaines d'action du nouveau Comité de la coopération et de l'intégration économiques de la CEE.

I. INTRODUCTION ET OBJET

1. Le secrétariat a établi l'inventaire ci-après des activités menées par les organismes internationaux et régionaux dans les domaines thématiques du nouveau sous-programme de la Commission économique pour l'Europe (CEE) consacré à la coopération et l'intégration économiques. L'inventaire a pour objet de fournir aux États membres des renseignements sur les activités des autres organisations afin d'identifier les domaines dans lesquels le nouveau Comité de la coopération et de l'intégration économiques de la CEE peut coopérer avec ces dernières et donner de la valeur ajoutée. Cette initiative est l'occasion de:

a) Resserrer les liens de coopération étroits qui existent déjà entre la CEE et de nombreuses organisations internationales travaillant dans des domaines proches et, là où il n'en existe pas encore, de les créer;

b) Définir les modalités selon lesquelles le nouveau Comité peut contribuer aux activités des autres organisations au bénéfice de tous: par exemple, en mettant à profit ses compétences techniques, ses réseaux et son engagement en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le Comité peut aussi être un lieu de dialogue intergouvernemental, très précieux pour les organisations internationales qui en sont dépourvues. Dans des domaines précis, tels que l'innovation, il peut être un espace privilégié d'échange de données d'expérience;

c) Déterminer les mesures que les États membres pourraient prendre pour favoriser la coopération: par exemple, en apportant au secrétariat un appui solide, ils peuvent l'aider à établir des liens de coopération avec de nouveaux partenaires.

2. Nous avons analysé chaque domaine thématique sur les bases suivantes:

a) Sa pertinence par rapport aux activités du Comité;

b) Des renseignements sur les différentes activités menées par les organisations en rapport avec le thème considéré, notamment:

i) La couverture géographique de l'activité;

ii) Les conférences/échanges de renseignements récents, les principaux rapports d'étude sur le thème;

iii) Les lignes directrices et les pratiques optimales;

iv) Les programmes de mise en œuvre et de renforcement des capacités.

3. Les renseignements fournis dans le présent rapport sont aussi communiqués sous forme de tableaux dans les documents ci-après:

a) Renforcer la compétitivité en encourageant l'économie du savoir et l'innovation (ECE/CECI/2006/4/Add.1);

b) Favoriser le développement de l'entrepreneuriat et la création de nouvelles entreprises (ECE/CECI/2006/4/Add.2);

c) Favoriser la mise en place de cadres réglementaires appropriés et la gouvernance d'entreprise, notamment dans le secteur financier (ECE/CECI/2006/4/Add.3);

d) Encourager les partenariats public-privé pour l'investissement tant intérieur qu'étranger ainsi que la protection des droits de propriété intellectuelle (ECE/CECI/2006/4/Add.4).

II. DOMAINES THÉMATIQUES

A. Renforcer la compétitivité en encourageant l'économie du savoir et l'innovation

Pertinence

4. Aujourd'hui, la mondialisation et la libéralisation, conjuguées aux progrès rapides des technologies de l'information et de la communication (TIC), créent de nouvelles dynamiques dans les domaines de la production, du développement de l'entreprise et de la concurrence internationale. Les pays sont donc plus que jamais appelés à formuler de nouvelles stratégies de compétitivité.

5. À cette fin, il leur faut adopter une approche intégrée qui mette l'accent sur les liens étroits existant entre différents éléments de politique générale. L'un de ces éléments est l'innovation qui consiste à proposer des idées de produits et de procédés nouveaux. Un autre est l'économie du savoir qui s'appuie sur la révolution numérique des TIC¹. Dans ce nouvel environnement concurrentiel, les gouvernements, en misant sur l'innovation et l'économie du savoir, orientent les entreprises sur la voie «royale» de la compétitivité en les détournant de la «mauvaise pente» constituée par une concurrence exclusivement fondée sur les prix et la baisse constante des coûts et des salaires².

6. Bien que différentes sur le plan conceptuel, les activités proposées au titre des domaines thématiques B et E peuvent elles aussi exercer une influence directe sur la compétitivité. Dans le cadre de ses travaux, le Comité s'efforcera d'évaluer en quoi elles la renforcent. Si la compétitivité participe à la fois du succès de l'innovation et de l'évolution vers l'économie du savoir, ces éléments tendent à être traités séparément par les organisations internationales et régionales et sont donc traités séparément dans le présent document.

¹ OCDE et Institut de la Banque mondiale, *Korea and the Knowledge Based Economy: Making the Transition*. Paris, 2000, p. 13.

² Déclaration liminaire prononcée par Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, à l'occasion de la dixième session de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, Genève, 21 février 2006.

1. Compétitivité

Activités des autres organisations intergouvernementales

7. À l'exception de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), aucune des organisations qui s'occupent directement de la compétitivité ne s'intéresse spécifiquement aux pays émergents à économie de marché de la région de la CEE ni ne propose d'approche régionale intégrée. La BERD, pour sa part, accorde des financements, notamment à des secteurs qui favorisent la compétitivité de l'ensemble des entreprises, tels que les secteurs des services de télécommunication, des services de l'énergie ou des services municipaux.

8. Les analyses comparatives et autres réalisées par l'Union européenne (UE) se limitent à ses États membres et aux pays en voie d'adhésion. Les travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui sont très riches du point de vue des thèmes abordés comme des produits qui en résultent, ne concernent qu'un nombre très limité de pays non membres de l'organisation. Parallèlement à leurs activités de recherche et de publication, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) s'emploient aussi à renforcer les capacités et à promouvoir les liens entre économie locale et économie internationale.

9. La Banque mondiale réalise toute une série d'activités dans le domaine considéré, notamment des analyses nationales/sectorielles menées sous l'angle de la compétitivité et des activités de renforcement des capacités et de diffusion. Deux organisations suisses – le Forum économique mondial (WEF) et l'Institute of Management and Development (IMD)³ – publient aussi des rapports d'évaluation de la compétitivité très estimés.

Perspectives de coopération

10. Les travaux du Comité peuvent compléter utilement les activités menées par les autres organisations internationales dans le domaine considéré. Le Comité pourrait servir d'intermédiaire pour faire bénéficier les pays émergents à économie de marché de la région de la CEE de l'expérience acquise par les organismes ayant une portée géographique différente, en particulier l'UE et l'OCDE. En tant que forum intergouvernemental de discussion et d'échange de données d'expérience, la CEE aurait un rôle de premier plan à jouer dans une telle collaboration.

11. Le Comité pourrait faciliter la création de réseaux plus étendus de chercheurs spécialisés dans le domaine de la compétitivité et combler ainsi l'écart existant entre les pays avancés et les pays émergents. La dimension régionale de la CEE, qui détermine la portée des activités qu'elle mène dans de nombreux domaines essentiels pour la compétitivité, pourrait être prise en considération dans les analyses réalisées par d'autres organisations. Le Comité chercherait à

³ Bien qu'il ne soit pas une organisation internationale, le Forum économique mondial apporte beaucoup au débat international sur la compétitivité dans l'économie mondiale. À ce titre, il coopère avec de nombreux organismes internationaux, dont les institutions des Nations Unies. Les travaux de l'IMD sont tenus en haute estime par les gouvernements.

développer des synergies, tout en favorisant la coopération internationale comme moyen d'améliorer la compétitivité. Avec l'UE, dans le contexte de la mise en œuvre des accords de partenariat et de coopération, il pourrait identifier des domaines d'intérêt mutuel concernant des aspects jugés importants pour la compétitivité des économies nationales.

12. Le Comité pourrait entreprendre des projets de collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies en faisant une large place à l'échange de données d'expérience entre pays, en portant ses efforts sur les pays membres qui ont fait l'objet de moins d'attention et en insistant sur l'importance des considérations régionales et sous-régionales. Il pourrait aussi contribuer à faire en sorte que les OMD soient pris en compte par les autres organisations dans le cadre des travaux d'évaluation de la compétitivité. Ce serait peut-être là une occasion de collaborer avec des organisations telles que le WEF.

2. Innovation

Activités des autres organisations intergouvernementales

13. L'UE réalise de nombreuses activités dans le domaine de l'innovation: services aux entreprises, financement de programmes liés à l'innovation et travaux de recherche sur le sujet. Ces activités sont pour l'essentiel centrées sur les États membres. L'Association internationale pour la promotion de la coopération avec les spécialistes scientifiques des nouveaux États indépendants de l'ancienne Union soviétique (INTAS), qui a été créée par la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne, vise à ouvrir l'Espace européen de la recherche à la région d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC).

14. Dans le domaine des sciences et de la technologie, la CNUCED concentre ses efforts sur les pays en développement. La recherche occupe une large place dans ses activités qui comptent aussi le renforcement des capacités, notamment par la création de réseaux de centres d'excellence, les examens périodiques des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation et le maintien du réseau de la science et de la technique au service du développement. La CNUCED publie des études sur le rôle de l'innovation et de l'apprentissage dans les performances industrielles. Elle exécute aussi des programmes de renforcement des capacités institutionnelles et coopère avec un certain nombre de centres technologiques nationaux et internationaux installés dans les pays émergents de la région de la CEE. Elle apporte son soutien à plusieurs réseaux qui sont intéressants du point de vue de la technologie et de l'innovation, dont Platech, la plate-forme de parcs technologiques de l'ONUDI.

15. La Banque mondiale réalise des études dans le domaine considéré et finance des projets axés sur le renforcement de la capacité d'innovation du secteur privé et l'intégration internationale des systèmes d'innovation dans les pays en développement.

16. L'OCDE s'intéresse beaucoup à la relation entre science et innovation et à leurs effets sur la croissance. Elle accomplit un travail de recherche et de collecte de données considérable, et compile les indicateurs et les lignes directrices correspondants. Elle a aussi réalisé des analyses comparatives des systèmes nationaux d'innovation et des aides publiques qui leur sont accordées. À quelques exceptions près, ces travaux ne concernent que les États membres de l'OCDE.

17. Dans l'ensemble, les travaux approfondis qui sont réalisés sont extrêmement précieux pour les pays concernés, mais présentent des lacunes sur le plan de la couverture géographique.

Perspectives de coopération

18. Les activités de l'UE visent principalement ses États membres et les pays en voie d'adhésion. Toutefois, l'expérience acquise et les politiques adoptées peuvent être plus largement diffusées, avec l'aide des nouveaux pays membres de l'UE, par exemple, qui sauront les rapprocher des besoins des pays émergents à économie de marché de la région CEE. Il est quelques domaines dans lesquels le Comité pourrait contribuer à resserrer la coopération avec l'UE: par exemple, la conception et l'évaluation des programmes d'aide publique à l'innovation, y compris au niveau sous-national, et l'encouragement apporté à la participation des chercheurs aux réseaux régionaux.

19. Des initiatives récentes de collaboration entre une commission régionale de l'ONU et la CNUCED pourraient servir de modèle à une collaboration avec la CEE. Ainsi, en janvier 2006, une conférence conjointe de la CNUCED et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a examiné les stratégies visant à faciliter l'accès régional aux investissements des sociétés transnationales dans le domaine de la recherche-développement. Des réunions analogues pourraient être organisées avec la CEE pour favoriser la collaboration dans des domaines comme le renforcement des capacités, notamment.

20. Le projet de la CNUCED relatif aux réseaux de centres d'excellence, qui vise à identifier les centres régionaux d'apprentissage et d'innovation, pourrait aussi être envisagé par les deux organismes pour la région de la CEE. Le Comité pourrait aussi coopérer avec l'ONUDI et adapter certains de ses programmes, tel Platech, aux conditions dans les marchés émergents tout en leur donnant une dimension régionale. L'ONUDI a une expérience considérable de la création de réseaux d'innovation et de la promotion des parcs technologiques et des pépinières d'entreprises dans les pays en développement. Le Comité pourrait également, en coopération avec l'OCDE, procéder à l'évaluation des systèmes nationaux d'innovation des pays non membres de l'organisation, en s'inspirant d'une initiative similaire menée par la CEE et l'OCDE dans le cadre des Examens environnementaux par pays. Il pourrait établir des relations avec l'UNU-MERIT, le nouveau centre de recherche et de formation de l'Université des Nations Unies qui fait une très large place à l'innovation et à la croissance. Les chercheurs des pays émergents à économie de marché de la CEE pourraient ainsi s'intégrer plus facilement dans des réseaux plus étendus. Un atelier conjoint pourrait être organisé sur des questions telles que les politiques d'innovation qui relèvent du mandat de l'UNU-MERIT.

3. Économie du savoir

Activités des autres organisations intergouvernementales

21. Presque toutes les organisations internationales ont des activités liées à la promotion de l'économie du savoir. Le Livre d'or du Sommet mondial sur la société de l'information (SMIS), publié par l'Union internationale des télécommunications (UIT) en février 2006, dresse la liste de 131 activités de ce type (projets, programmes, initiatives de formation, publications, conférences, lignes directrices, boîtes à outils, etc.) que 40 organisations internationales se sont engagées à mettre en œuvre lors du SMIS, en 2005. Quelques-unes de ces activités seulement

concernent spécifiquement les pays émergents à économie de marché de la région de la CEE. L'annexe du Livre d'or énumère les activités actuellement menées par 10 organisations internationales et 6 départements du Secrétariat de l'ONU, qui se rapportent à la fois aux domaines thématiques du nouveau programme et intéressent les pays émergents de la région de la CEE. Parmi ces activités, on peut citer l'élaboration de lignes directrices et de pratiques optimales, les conférences et les travaux de recherche ainsi que les initiatives de renforcement des capacités.

22. Le Groupe de la Banque mondiale, l'OCDE, l'UE, l'UIT et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) disposent tous de programmes globaux relatifs aux TIC (études et publications, conseils sur les politiques à mener et projets de coopération technique) à l'intention de leurs États membres:

a) Le Groupe de la Banque mondiale s'emploie à promouvoir l'économie du savoir et l'innovation en réalisant des investissements dans les TIC dans les pays en développement (par l'intermédiaire de la Société financière internationale (SFI), institution du Groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé). InfoDev (partenariat constitué d'organisations bilatérales et multilatérales donatrices et administré par la Banque mondiale) finance et diffuse des études et des produits et services fondés sur le savoir qui préconisent l'utilisation des TIC comme outils de développement et de réduction de la pauvreté;

b) L'OCDE travaille sur une série de mesures et de projets dans le secteur des TIC – grandes orientations, infrastructures de réseaux, élaboration et diffusion des technologies, mise en valeur des compétences et formation, administration en ligne et téléenseignement. Elle produit un certain nombre de publications telles que «Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE», «Perspectives des communications de l'OCDE» et «Science, technologie et industrie: tableau de bord de l'OCDE»;

c) L'UE applique la Stratégie de Lisbonne (Agenda 2000 de Lisbonne), qui offre aux États membres un cadre d'orientation générale dans le domaine des TIC formé d'un certain nombre d'initiatives, telles que «eEurope 2005» qui vise à généraliser l'adoption des réseaux à large bande et d'autres services fondés sur les TIC. Parmi les autres initiatives et programmes de grande envergure, on peut citer: l'Initiative i2010 – une société de l'information pour la croissance et l'emploi, le cadre réglementaire pour les réseaux et les services de communication électronique, le cadre juridique du commerce électronique, le plan d'action «Safer Internet», GÉANT2, le programme e-Ten axé sur le déploiement des services transeuropéens en ligne pour tous;

d) L'UIT facilite la mise en place de réseaux pleinement interconnectés et interoperables afin de promouvoir une connectivité mondiale. Elle s'intéresse aux aspects techniques des TIC et aux principes directeurs qui les régissent, notamment les questions concernant le protocole Internet et le renforcement de la sécurité et de la confiance en ce qui concerne l'utilisation des réseaux publics. Elle exécute aussi des projets à objectifs multiples, qui visent notamment à faire mieux connaître les TIC et les possibilités qu'elles offrent. Elle s'occupe aussi de questions liées à d'autres services électroniques, telles que les réseaux en câble intégrés à large bande, la télévision et la transmission du son, les services, les systèmes et les terminaux multimédias, etc. Ses «Indicateurs des télécommunications dans le monde» contiennent 80 tableaux statistiques concernant la taille et la portée des réseaux téléphoniques,

les services de téléphonie mobile, la qualité des services, le trafic, le personnel, les tarifs, les recettes et investissements dans plus de 200 pays;

e) Le PNUD apporte des conseils sur les politiques à mener pour aider les pays en développement à élaborer des approches stratégiques dans le domaine des TIC au service du développement et à les articuler avec les stratégies de lutte contre la pauvreté. À travers ses bureaux régionaux et nationaux, il encourage la gouvernance et la démocratie électroniques et aide à la conception et à la mise en œuvre des stratégies nationales qui visent à mettre les TIC au service du développement;

f) La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) s'efforce d'améliorer l'utilisation des TIC, les orientations relatives aux TIC et les applications des TIC à la technologie spatiale, en aidant ses États membres à planifier et à appliquer les politiques et les programmes de développement socioéconomique. Elle mène des activités dans les domaines suivants: administration en ligne, services liés aux TIC en zone rurale et téléenseignement, quelques-unes d'entre elles seulement étant réalisées dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) (neuf États membres de la CEI sont membres de la CESAP);

g) La CNUCED publie le «Rapport sur l'économie de l'information», rapport d'analyse orienté vers l'action et plus particulièrement centré sur les pays en développement;

h) Le WEF et l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) publient le «Global Information Technology Report» qui présente un classement en fonction d'un indice de préparation au réseau. Ce classement concerne 103 pays, dont peu de pays émergents de la région de la CEE.

Perspectives de coopération

23. Le Comité pourrait mettre à profit l'expérience acquise par d'autres organismes internationaux dotés de solides programmes de recherche, tels que l'UE, l'OCDE, la CNUCED et la Banque mondiale, lorsqu'il organise des réunions d'experts sur des questions liées au développement de l'économie du savoir. Il pourrait convier à ses réunions les experts qui collaborent avec ces organismes, et la CEE pourrait, à son tour, envoyer ses propres experts aux réunions des autres organisations internationales.

24. La CEE a déjà pour mandat de coopérer avec la CESAP pour organiser des activités de soutien au Groupe de travail sur les TIC au service du développement du Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA). Le programme SPECA fait notamment office de forum intergouvernemental pour la promotion de l'économie du savoir dans la région. La CEE pourrait inviter d'autres organisations, telles que la CNUCED, le PNUD et le Centre du commerce international (CCI), à participer à des activités de renforcement des capacités dans les domaines où elles ont de l'expérience (par exemple commerce électronique, administration électronique). Elle pourrait aussi chercher à établir des partenariats avec la Banque mondiale et la BERD, car un appui financier de leur part à l'infrastructure et aux projets d'innovation dans le secteur des TIC compléterait les travaux évoqués plus haut. En collaboration avec les autres commissions régionales de l'ONU, la CEE pourrait élaborer des projets de coopération technique conjoints visant à mettre les TIC au service du développement pour contribuer à la réalisation des OMD. Elle pourrait exécuter les projets dans sa région et faire

profiter les autres organisations régionales des connaissances acquises et des pratiques optimales qui s'en sont dégagées.

B. Favoriser le développement de l'entrepreneuriat et la création de nouvelles entreprises

Pertinence

25. Un entrepreneur est quelqu'un qui réalise des activités économiques en acceptant les risques et les incertitudes quant aux profits; l'entrepreneuriat a aussi à voir avec l'innovation. Les entrepreneurs sont ainsi souvent les agents du changement et de la croissance dans les économies de marché. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont au cœur de l'entrepreneuriat. Dans la région de la CEE, elles sont les garantes de la compétitivité. Les petites entreprises sont une source de dynamisme commercial et d'innovation et sont indispensables à la croissance et à l'emploi dans toute l'Europe. C'est pourquoi les pays s'intéressent aux moyens de les rendre plus compétitives.

Activités des autres organisations intergouvernementales

26. Les organisations internationales qui travaillent sur l'entrepreneuriat et le développement de l'entreprise:

- a) Collectent et analysent les renseignements sur le cadre réglementaire ainsi que les données statistiques correspondantes (Banque mondiale, OCDE);
- b) Apportent une assistance technique et des conseils aux gouvernements (ONUDI, OCDE);
- c) Créent des partenariats axés sur le développement de l'entreprise (PNUD, ONUDI);
- d) Apportent une assistance technique et une formation aux entrepreneurs, aux PME en particulier (SFI, ONUDI, CNUCED, BERD);
- e) Renforcent les capacités locales de financement des nouvelles entreprises (Fonds européen d'investissement, Banque européenne d'investissement, BERD, SFI, Banque mondiale).

27. La CEE s'est dotée d'un réseau d'experts spécialisés dans le développement des PME et conseille les gouvernements. En 2005, elle a tenu un forum qui a mis en évidence le rôle moteur des PME en matière de compétitivité économique.

28. La Banque mondiale tient une base de données «Doing Business» qui réunit des informations sur les règles qui régissent la création et le fonctionnement des entreprises. Cette base de données couvre tous les pays en développement et la plupart des pays en transition.

29. L'OCDE a entrepris d'élaborer des indicateurs de l'entrepreneuriat et de réunir des données chiffrées pour évaluer les possibilités de développement des PME dans ses États membres.

30. Le PNUD met en œuvre les recommandations de la Commission du secteur privé et du développement des Nations Unies (rapport intitulé «Libérer l'entrepreneuriat: mettre le monde des affaires au service des pauvres», 2004) en créant des partenariats avec des organisations internationales et nationales pour encourager le secteur privé à répondre aux besoins des populations pauvres.

31. L'OCDE et l'ONUDI coopèrent à l'élaboration de mesures propices au développement des PME («Effective Policies for Small Business», 2004, publication conjointe); toutefois, les programmes d'assistance technique de l'ONUDI, qui portent sur la promotion de la compétitivité des entreprises par le regroupement et la mise en réseau, ne bénéficient qu'à une faible partie de la région de la CEE. En revanche, le programme LEED (Développement économique et création d'emplois locaux) de l'OCDE dessert les pays de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est en s'appuyant sur un réseau et un programme d'évaluation des besoins, en diffusant des pratiques optimales et des publications, et en organisant des réunions d'experts.

32. La CNUCED a lancé un programme d'assistance technique pour renforcer la compétitivité des PME (EMPRETEC). À ce jour, le programme a été mis en œuvre en coopération avec le PNUD presque exclusivement dans les pays en développement.

33. La Banque mondiale, par le biais de son programme consacré aux politiques de développement et d'autres initiatives, s'attache à promouvoir l'instauration d'un environnement réglementaire favorable au développement du secteur privé dans les pays en développement.

34. La SFI est dotée de programmes d'assistance technique dans le domaine de l'entrepreneuriat pour les pays de l'ex-Union soviétique et pour ceux de l'Europe du Sud-Est.

35. La Fédération mondiale des pôles commerciaux – ancien programme de la CNUCED aujourd'hui devenu une ONG internationale indépendante – est un réseau de centres d'information qui vise à renforcer la compétitivité des PME en leur donnant accès aux programmes de financement, de formation et de renforcement des capacités.

36. La BERD renforce les infrastructures locales de financement des PME en proposant des financements par actions et par emprunts, en fournissant des garanties aux institutions locales pour l'investissement dans les PME et la rétrocession des prêts aux PME ainsi qu'une assistance technique et des programmes de «formation des formateurs».

37. Les organes financiers de l'UE – la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Fonds européen d'investissement (FEI) – déploient un effort similaire, investissant dans des fonds de capital-risque qui soutiennent les PME, en garantissant les prêts accordés à ces dernières (FEI) et en proposant des lignes de crédit aux banques qui en rétrocèdent le montant aux entreprises, notamment aux PME (BEI). Ces activités se concentrent de plus en plus sur les entreprises innovantes et les entreprises orientées vers la recherche-développement. Le FEI travaille avec les États membres de l'UE et les pays en voie d'adhésion, tandis que la BEI étend ses activités aux pays qui ont conclu des accords de coopération et d'assistance avec l'UE.

38. L'UE a renforcé les mesures relatives au financement des PME et amélioré les conditions de création et le développement technologique des nouvelles entreprises. Le Parlement européen a aussi été l'initiateur d'une Charte européenne des petites entreprises qui vise à améliorer les

mesures en faveur des PME, en étroite collaboration avec les associations professionnelles. En dehors de l'UE, la Commission européenne a aidé des pays de la Méditerranée et de l'ex-URSS à améliorer l'environnement juridique et administratif dans lequel évoluent les PME, en leur facilitant l'accès au financement et en renforçant les institutions qui leur viennent en aide.

Perspectives de coopération

39. Le Comité pourrait coopérer avec les organisations internationales de plusieurs manières. Tout d'abord, il pourrait diffuser des renseignements sur les pratiques optimales et, s'il y a lieu, les recommandations relatives à l'entrepreneuriat et au développement de l'entreprise formulées par d'autres organisations mais adaptées à la région de la CEE. Parallèlement, la CEE pourrait aider les institutions financières internationales (BERD, Banque mondiale et SFI) à diffuser des renseignements sur les financements disponibles pour les jeunes entreprises de la région. Elle pourrait faire appel aux compétences techniques d'autres organisations internationales pour aider les pays auxquels certaines des grandes organisations n'apportent pas d'appui dans ce domaine. Ainsi, des spécialistes de la Banque mondiale pourraient les faire profiter de leurs connaissances concernant les conditions réglementaires applicables aux entreprises de la région de la CEE et d'autres régions. De la même manière, des spécialistes de la BERD et de l'UE pourraient faire part de l'expérience qu'ils ont acquise en matière de financement des nouvelles entreprises dans les secteurs de pointe.

40. En outre, le Comité pourrait lancer un projet conjoint avec la CNUCED pour étendre la portée géographique du programme EMPRETEC aux pays les plus pauvres de la région de la CEE afin de former les entrepreneurs aux mesures à prendre pour améliorer leur compétitivité et les responsables des administrations publiques aux mesures à prendre pour favoriser le développement des entreprises. Avec la CESAP et le PNUD, le Comité pourrait élaborer un projet relevant du programme SPECA pour soutenir les PME et le développement de l'entreprise.

C. Favoriser la mise en place de cadres réglementaires appropriés et la gouvernance d'entreprise, notamment dans le secteur financier

Pertinence

41. Pour fonctionner correctement, les économies de marché ont besoin d'un cadre réglementaire sain qui définisse les règles du jeu et fasse en sorte que la concurrence contribue au bien-être socioéconomique de tous. Ces règles doivent être équitables, connues, transparentes et imposées par des institutions judiciaires solides. Les entreprises doivent pouvoir s'appuyer sur un cadre juridique à même de garantir le respect des contrats et la protection des droits de propriété.

42. En Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale, les rapides transferts de propriété vers le secteur privé se sont le plus souvent déroulés sans que soient établies en parallèle des institutions garantes de la définition et de la protection des droits de propriété privée. Les bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise résultent d'un bon cadre réglementaire qui assure une gestion efficace des sociétés. La gouvernance d'entreprise risque fort de laisser à désirer si elle ne s'inscrit pas dans un cadre général approprié et ne repose pas sur la primauté du droit. Gouvernance d'entreprise et gouvernance publique vont de pair. De meilleures pratiques de

gouvernance d'entreprise peuvent en outre réduire le coût du capital et augmenter à la fois le niveau de l'investissement et la productivité de ce capital. Les mesures prises pour améliorer la gouvernance d'entreprise sont étroitement liées avec celles qui sont prises pour améliorer la réglementation du secteur financier.

43. Le Comité n'est pas tenu de traiter tous les aspects du cadre réglementaire; certains d'entre eux sont d'ailleurs examinés au titre d'autres domaines thématiques figurant dans le présent inventaire, telles la création d'un environnement réglementaire favorable pour le développement économique innovant, la promotion d'un cadre juridique et réglementaire approprié pour l'entrepreneuriat et le développement des PME, et la réglementation des droits de propriété intellectuelle. La présente section de l'inventaire s'intéresse donc plus particulièrement à des aspects des politiques de réglementation qui ne sont pas abordés ailleurs – les principes généraux d'une réglementation de qualité, la réglementation du secteur financier et la gouvernance d'entreprise.

1. Cadres réglementaires

Activités des autres organisations intergouvernementales

44. Voici quelques exemples des activités menées par d'autres organisations intergouvernementales pour faciliter la mise en place de cadres réglementaires appropriés:

a) L'OCDE, dans le cadre de son programme sur la réforme de la réglementation, met en œuvre un certain nombre de moyens pour aider les gouvernements à améliorer la qualité de la réglementation: lignes directrices, séminaires de renforcement des capacités, examens des réformes réglementaires par pays, et boîtes à outils. Ces activités sont menées en coopération avec d'autres organismes régionaux, dont l'UE et l'Association de coopération économique Asie-Pacifique. Le programme est mis en œuvre non seulement dans les États membres de l'OCDE mais aussi dans des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, des pays de l'Europe du Sud-Est et dans la Fédération de Russie;

b) La BERD, en coopération avec la Banque mondiale, réalise des enquêtes sur le cadre de l'activité économique et la performance des entreprises dans 27 États membres de la CEE (Europe orientale, Caucase et Asie centrale ainsi que Turquie). Ces enquêtes évaluent les performances des économies en transition par rapport à celles des économies parvenues à maturité, eu égard par exemple à la réglementation commerciale, au cadre institutionnel et à la protection des droits de propriété;

c) La Commission de haut niveau pour l'habilitation juridique des pauvres, entité indépendante appuyée par le Secrétaire général de l'ONU et à laquelle le secrétariat du PNUD apporte son concours, s'emploie elle aussi à promouvoir la protection des droits de propriété dans les pays en développement et les pays en transition;

d) Le Fonds monétaire international (FMI), en coopération avec d'autres organisations internationales, a élaboré ou adopté des normes et des codes internationaux dans 12 domaines de réglementation. Sur cette base, il établit des rapports périodiques par pays concernant l'observation des normes et des codes afin de promouvoir une meilleure réglementation;

e) La Commission européenne a lancé une initiative dénommée «Amélioration de la réglementation» pour simplifier et améliorer la qualité du cadre réglementaire dans l'UE. À travers le programme «PHARE», l'UE apporte une assistance technique et fournit des services de formation et de renforcement des capacités aux nouveaux États membres, aux pays en voie d'adhésion et aux pays candidats à l'adhésion afin, notamment, de développer leurs capacités en matière de réglementation pour qu'ils puissent mettre en œuvre l'acquis communautaire.

45. Parmi les principales organisations actives dans le domaine de la réglementation du secteur financier au niveau mondial, on peut citer la Banque des règlements internationaux (BRI), le FMI et la Banque mondiale:

a) La BRI fixe les normes de contrôle bancaire et de réglementation, notamment sur le niveau de fonds propres, et supervise leur application, tient des consultations régulières et publie des études sur ces questions;

b) Dans le cadre du Programme d'évaluation du secteur financier, le FMI et la Banque mondiale, en coopération avec des organismes professionnels internationaux de normalisation, réalisent des évaluations par pays sur la base d'un ensemble de normes internationales ou de pratiques optimales puis apportent des conseils sur les politiques à suivre;

c) Dans ce domaine aussi, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES) a créé un Service du dialogue et de l'action locale multipartite afin d'assurer le suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement comme le prévoit le Consensus de Monterrey;

d) Dans la région de la CEE, l'OCDE s'est dotée d'un service de sensibilisation à la réforme du secteur financier qui organise des conférences et des débats et édite des publications destinées à appuyer les réformes du secteur financier dans les pays non membres de l'OCDE, y compris les pays en transition. Les activités les plus récentes menées dans le cadre de ce programme se concentrent toutefois sur l'Amérique latine et l'Asie;

e) La Banque mondiale a mis en place l'Initiative pour la réforme et le renforcement du secteur financier (FIRST) afin de soutenir le renforcement des capacités et l'élaboration de politiques dans ce secteur et de fournir une assistance technique dans le domaine de la réglementation et du contrôle. Vingt-trois projets sont aujourd'hui en cours dans la région de la CEE au titre de cette initiative;

f) Le Groupe d'institutions financières de la BERD s'emploie à promouvoir le développement d'institutions financières axées sur le marché et contribue au renforcement des institutions du secteur financier par le dialogue et par ses investissements dans le secteur. À travers son programme de transition juridique, la BERD cherche à créer un environnement juridique favorable aux investisseurs pour améliorer les conditions d'investissement. La réglementation des marchés financiers est l'une des priorités du programme. Parmi les activités de la BERD, il convient de mentionner le travail normatif, le travail d'évaluation des lois et des pratiques juridiques ainsi que le travail de sensibilisation et l'assistance technique.

Perspectives de coopération

46. Dans la région de la CEE, l'action menée par les organisations internationales sur les aspects des politiques de réglementation considérés ci-dessus est inégalement répartie du point de vue géographique. Les activités de l'OCDE, en ce qui concerne tant les principes généraux d'une réglementation de qualité que la réglementation du secteur financier, ne couvrent pas le Caucase ni l'Asie centrale, pas plus que l'Ukraine et le Bélarus. Elles sont aussi encore assez limitées dans l'Europe du Sud-Est.

47. Le Comité pourrait donc coopérer avec l'OCDE et adopter ses principes et lignes directrices pour les promouvoir dans la partie de la région de la CEE qui n'est actuellement pas couverte par l'organisation. Si les ressources extrabudgétaires le permettent, quelques activités de renforcement des capacités pourraient aussi être envisagées.

48. Un autre domaine de coopération possible est la poursuite de l'harmonisation des règlements des États membres et des États non membres de l'UE en vue d'une intégration économique plus étroite. Les activités de la Banque mondiale et de la BERD couvrent l'ensemble de la région. Toutefois, s'agissant du système des Nations Unies, il serait possible de coopérer avec d'autres commissions régionales pour organiser des échanges sur l'expérience acquise et les enseignements qui en ont été tirés.

49. En particulier, le Comité peut coopérer avec un certain nombre d'organismes dans un nouveau domaine qui touche à tous les autres et qui consiste à examiner comment rapprocher les lois de leurs bénéficiaires, autrement dit comment donner aux citoyens ordinaires et aux PME les moyens d'agir. Il peut aussi coopérer avec le DAES à la mise en œuvre de l'initiative concernant le financement du développement. Enfin, il pourrait créer un cadre d'échange de données d'expérience et de pratiques optimales sur la base de rapports établis par d'autres organisations, en coopération notamment avec le DAES (chargé du processus du financement du développement des Nations Unies), le PNUD (dans les activités qu'il mène pour promouvoir l'entrepreneuriat et atténuer la pauvreté), l'UE (et son expérience de la mise en œuvre de l'acquis communautaire), la BERD (dans le domaine du développement du secteur financier) et la Communauté économique eurasiennne (Eurasec). Le Comité pourrait ensuite s'allier à ces institutions pour soutenir des projets pilotes dans certains États membres et contribuer au renforcement de leurs capacités et au débat régional sur les politiques à suivre.

2. Gouvernance d'entreprise

Activités des autres organisations intergouvernementales

50. Les grandes organisations intergouvernementales qui travaillent sur la gouvernance d'entreprise sont l'OCDE, la Banque mondiale, l'UE et la BERD. L'OCDE, en partie avec le concours de la Banque mondiale, a élaboré des principes et des lignes directrices relatifs à la gouvernance d'entreprise afin d'encadrer les réformes concernant la publication d'informations, la transparence, la privatisation et la gouvernance des entreprises d'État ainsi que la faillite et les problèmes financiers graves. Ces deux organisations réalisent des évaluations par pays et organisent régulièrement des tables rondes au niveau national et au niveau des régions, dont l'Eurasie, l'Europe du Sud-Est et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, afin d'examiner les réformes et de faire connaître les pratiques optimales. Des représentants du secteur privé et de

la société civile participent à ces discussions. L'OCDE et la Banque mondiale travaillent aussi l'une et l'autre sur la responsabilité sociale des entreprises. La Banque mondiale et le FMI s'appuient sur ces travaux dans les discussions d'orientation qu'ils ont avec les gouvernements des pays emprunteurs. Comme condition préalable à la mise en place d'un véritable marché unique des biens et des services, l'UE élabore des textes législatifs, des principes et des lignes directrices pour harmoniser les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, le droit des sociétés, les règles d'audit et de comptabilité. La BERD, pour sa part, effectue ses propres évaluations par pays pour les pays en transition. Elle a élaboré un projet de principes de base de la gouvernance d'entreprise, mis au point des indicateurs de la réforme institutionnelle et juridique; elle aide les gouvernements clients à élaborer les projets de lois et de règlements relatifs à la gouvernance d'entreprise, et les sociétés clientes à s'améliorer dans ce domaine. Plusieurs organismes du secteur privé déploient aussi une activité normative et réglementaire importante sur cette question.

Perspectives de coopération

51. Dans ce domaine, le travail indépendant ne présente apparemment que peu d'intérêt car il ne servirait pas à grand chose de multiplier les normes ou d'élaborer des normes concurrentes. Le Comité serait plus avisé d'unir ses forces à celles de la BERD et de l'OCDE pour diffuser plus largement les pratiques optimales et mener les activités de renforcement des capacités correspondantes. La gouvernance d'entreprise est aussi une question qui pourrait être abordée dans un cadre plus large, par exemple sa contribution à la compétitivité, l'innovation ou l'intégration.

D. Encourager les partenariats public-privé pour l'investissement tant intérieur qu'étranger ainsi que la protection des droits de propriété intellectuelle

Pertinence

52. Les pays doivent créer de l'investissement intérieur et attirer les investissements étrangers directs s'ils veulent assurer le succès des stratégies de compétitivité. Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé (PPP) et un régime de la propriété intellectuelle solide sont de bons moyens d'y parvenir. Les PPP favorisent la compétitivité en apportant aux gouvernements les compétences, la technologie et les ressources nécessaires pour moderniser et fournir les services d'infrastructure de base. Les PPP emploient des techniques de financement innovantes fondées sur le risque: concessions, initiatives financières privées, contrats de gestion et de location. Ces techniques sont largement utilisées dans les services de l'énergie, des transports, des télécommunications, les services municipaux et les services liés à l'environnement ainsi que dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Dans la région de la CEE, les services d'infrastructure ont besoin d'être modernisés, et il faut trouver de nouvelles sources de financement. Les ressources étant limitées, les gouvernements ont de plus en plus souvent recours aux PPP.

53. Les titres de propriété intellectuelle, tels les brevets et les droits d'auteur, confèrent une protection juridique aux inventeurs et aux créateurs. Ils contribuent à éviter que les biens soient produits au seul coût de production, privant les innovateurs de leur juste rémunération. Ils constituent ainsi une incitation à la recherche et la création de nouveaux produits. À ce titre,

ils jouent un rôle économique important et sont un instrument non négligeable pour stimuler l'innovation et la compétitivité. Ils ont aussi à voir avec les PPP.

54. Ces dernières années sous l'effet de la mondialisation, de la libéralisation et de l'économie du savoir, les PPP ont apporté des transformations aux industries innovantes et aux secteurs de pointe. Ainsi, la coopération et les partenariats entre le milieu industriel, le milieu universitaire et les autorités nationales et régionales stimulent l'innovation et contribuent à la commercialisation de nouvelles technologies et de découvertes scientifiques.

1. Partenariats public-privé

Activités des autres organisations intergouvernementales

55. La Banque mondiale, le PNUD, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), l'OCDE et l'Organisation internationale du travail (OIT) assurent la promotion de plusieurs modèles de PPP au niveau mondial. Dans la région de la CEE, l'UE, la BERD, la BEI, le FEI déploient des activités dans ce domaine. La CEE a créé un réseau nommé l'Alliance pour les partenariats public-privé qu'il anime depuis plusieurs années. Elle a sensibilisé les États membres aux PPP et permis aux gouvernements et aux organismes régionaux de travailler avec le secteur privé.

56. Une des activités centrales est l'élaboration de lignes directrices et de pratiques optimales relatives aux PPP:

a) La CEE a élaboré des lignes directrices sur les partenariats public-privé sous les auspices du Groupe «construction-exploitation-transfert» et de l'Alliance pour les PPP. Elle a étudié les pratiques optimales de bonne gouvernance liée aux PPP qui seront publiées sous forme de lignes directrices;

b) La CNUDCI a établi des lignes directrices relatives au cadre juridique des PPP et élabore actuellement une loi type sur les concessions;

c) La BERD, par le biais de son groupe de la transition juridique, évalue le cadre réglementaire des PPP dans les pays où ils opèrent;

d) Le Groupe de travail sur les investissements en infrastructures de transport du Centre conjoint de recherche CEMT/OCDE a publié un document d'information intitulé: «Exemples réussis de partenariats public-privé et de participation du secteur privé dans le développement des infrastructures de transport»;

e) La Commission européenne a publié un livre vert sur les partenariats public-privé et le droit communautaire des marchés publics et des concessions afin de déterminer s'il faut améliorer les règles actuelles et dans quelle mesure l'intervention de l'UE peut s'avérer nécessaire pour faire en sorte que les projets PPP soient conformes au droit communautaire;

f) Eurostat a publié des recommandations sur la comptabilité financière des PPP afin d'éviter la pratique consistant pour les gouvernements à présenter une comptabilité hors bilan;

g) La BERD, la BEI et la SFI ont cofinancé les PPP pour stimuler le marché et fournir des modèles capables de transformer des projets ponctuels en un projet continu.

57. Si ces activités ont contribué à la promotion des PPP, on constate en même temps qu'il faudra mettre davantage l'accent sur l'aide à apporter aux responsables des administrations publiques pour la mise en œuvre des lignes directrices. C'est pourquoi, ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est d'outils, de programmes de formation, de conseils sur la législation, d'études de cas et d'une assistance technique ciblée. Certaines initiatives sont déjà prises ou sont prévues:

a) La Banque mondiale cherche à promouvoir l'instauration d'un environnement propice aux PPP dans les pays les moins avancés à l'aide de son dispositif consultatif sur les infrastructures de partenariats public-privé (PPIAF) qui fournit des conseils sur la législation et le renforcement des institutions;

b) Le PNUD finance un programme de formation aux PPP à l'intention des membres du personnel dans un certain nombre d'institutions des Nations Unies. Le premier cours de formation aura lieu aux États-Unis pour les membres du personnel du PNUD, de la CNUCED et de l'ONUDI;

c) En 2001, la CEE et la CESAP ont entrepris un projet conjoint de formation aux PPP destiné à des responsables des administrations publiques du Bangladesh, avec l'appui financier du Gouvernement des Pays-Bas. Ils ont mis en place un cadre de négociation pour aider ces responsables dans leurs pourparlers avec les sociétés transnationales qui participent aux PPP; ce modèle peut être adapté et utilisé par les États membres de la CEE;

d) La Direction générale de l'énergie et des transports de la Commission européenne élabore actuellement des instruments financiers novateurs pour renforcer la participation du secteur privé aux réseaux transeuropéens de transports;

e) La BEI propose de créer, à son siège, un centre européen d'experts des PPP (EPEC) grâce auquel les États membres de l'UE pourraient mettre en commun leurs compétences techniques, procéder à des études de cas et analyser des documents sur l'expérience acquise dans la région (cette proposition est en attente de financement).

58. Dans l'ensemble, toutefois, le secteur public n'a souvent pas les connaissances et les compétences nécessaires pour élaborer et exécuter des projets de PPP. Dans la région de la CEE, et en particulier dans les pays qui sont à un stade de développement antérieur aux PPP, les responsables des administrations ne reçoivent généralement pas d'information, de formation et d'appui suffisants en la matière.

Perspectives de coopération

59. Dans le domaine des PPP, le Comité peut coopérer avec les autres organisations internationales de plusieurs manières. Premièrement, il peut coopérer avec la BERD, la BEI et l'UE à l'exécution de programmes de renforcement des capacités en offrant aux gouvernements un cadre d'échange des données d'expérience et des pratiques optimales. Ce cadre peut aussi servir de centrale d'échange d'informations sur les activités d'autres organismes. Par exemple,

un pays qui aurait des propositions de projets PPP s'adresserait au Comité qui les examinerait, déterminerait l'organisation la plus compétente et lui transmettrait la demande.

60. Une deuxième solution serait de créer des bases de données PPP communes. Ainsi, à condition qu'il puisse disposer de fonds extrabudgétaires, le Comité pourrait élaborer une base de données commune CEE-BERD et BEI des études de cas concernant les PPP. Il pourrait aussi travailler en coopération avec d'autres commissions régionales de l'ONU pour trouver des solutions durables aux problèmes de capacités que rencontre le secteur public. À cet égard, le Compte de l'ONU pour le développement a accordé à la CESAP et à ses partenaires, l'Alliance PPP de la CEE et la Commission économique pour l'Afrique (CEA), des fonds destinés à un projet intitulé «Programme d'alliance pour un partenariat public-privé visant à renforcer les capacités de développement des infrastructures et la fourniture des services de base». Le Comité pourrait aussi rédiger un rapport en coopération avec l'UE sur le point de savoir s'il est nécessaire d'élaborer une nouvelle législation relative aux PPP en faisant appel à des juristes spécialisés ayant participé à des travaux antérieurs. Du fait de sa neutralité, l'espace offert par le Comité peut être un cadre approprié pour l'élaboration d'un document portant sur un sujet qui suscite un vif intérêt au sein de l'UE et au-delà.

2. Droits de propriété intellectuelle

Activités des autres organisations intergouvernementales

61. Les organisations régionales et internationales s'intéressant aux droits de propriété intellectuelle et leur rapport avec l'innovation et la compétitivité sont notamment l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'OCDE et un certain nombre d'organismes régionaux tels l'UE et la CEE.

62. L'action de ces organismes est centrée sur les domaines ci-après:

a) **Amélioration des politiques et recherche:** L'OCDE étudie diverses questions liées aux droits de propriété intellectuelle: évaluation des biens intellectuels en vue d'une meilleure exploitation, multiplication des dépôts de brevets par des organismes publics et privés et implications pour les travaux des institutions scientifiques. Ces études ont pour objet l'élaboration de lignes directrices dans ces domaines et l'amélioration des politiques des États membres de l'OCDE en matière de droits de propriété intellectuelle;

b) **Maximisation de la contribution des droits de propriété intellectuelle au développement socioéconomique:** L'OMPI a lancé de nouvelles initiatives et créé de nouveaux partenariats pour promouvoir la contribution des droits de propriété intellectuelle au développement économique. C'est ainsi que l'initiative de l'OMPI en faveur des PME sensibilise les décideurs aux avantages que celles-ci peuvent tirer d'une meilleure utilisation de leurs droits de propriété intellectuelle. Dans le cadre de cette initiative, l'OMPI publie des guides ainsi qu'un bulletin d'information en ligne qui est affiché sur un site Web spécialisé. En 2004, l'OMPI et la CEPALC ont conclu un accord de coopération portant sur plusieurs domaines, organisation conjointe de cours de formation sur des questions de propriété intellectuelle, évaluation des droits de propriété intellectuelle, politiques relatives aux droits de propriété intellectuelle en ce qui concerne les universités et les centres de recherche-développement du secteur public, etc.;

c) **Accords et normes:** L'OMC veille à l'application de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), issu du Cycle de négociations commerciales d'Uruguay (1986-1994). L'Accord prévoit les moyens à mettre en œuvre pour offrir une protection adéquate aux détenteurs de droits de propriété intellectuelle et les modalités selon lesquelles les pays devraient faire respecter ces droits sur leur territoire. Le Conseil des ADPIC administre l'Accord sur les ADPIC et veille notamment à la manière dont les États membres s'acquittent des obligations qui leur incombent au titre de l'instrument. L'OMPI élabore les normes internationales relatives au droit d'auteur, y compris dans le domaine du commerce électronique;

d) **Mise en œuvre et renforcement des capacités:** Plusieurs organisations aident les États à appliquer l'Accord sur les ADPIC:

- i) L'OMC apporte une modeste assistance technique aux pays en développement membres pour ce qui concerne la mise en conformité. À cet égard, elle travaille en coopération avec l'OMPI, organisant des séminaires et des cours de formation sur les questions liées à l'Accord sur les ADPIC;
- ii) La CNUCED, en collaboration avec le Centre international pour le commerce et le développement durable, fournit aux pays en développement des lignes directrices concernant la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC et l'examen de cette mise en œuvre. Elle a notamment publié un guide pratique sur les ADPIC et le développement;
- iii) Le Groupe consultatif de la CEE sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement a apporté son appui aux États membres pour qu'ils améliorent les conditions d'investissement dans les industries de création, d'innovation et de haute technologie de la région, ainsi que dans les industries produisant des produits de marque. Il a organisé des missions de consultation et rencontré les administrations locales pour examiner un projet de rapport sur le régime de la propriété intellectuelle et, avec le gouvernement, a publié un rapport définissant un plan d'action dont il a soutenu la mise en œuvre.

Perspectives de coopération

63. Le Comité pourrait coopérer avec l'OMPI pour sensibiliser les décideurs des ministères de l'économie et du commerce et des ministères de l'industrie aux questions de propriété intellectuelle, par exemple en organisant une réunion conjointe afin d'examiner comment renforcer les liens entre les milieux universitaires et les milieux économiques pour faciliter la commercialisation des droits de propriété intellectuelle. Le Comité pourrait aussi resserrer sa coopération avec l'OMPI à travers les structures et les organes intergouvernementaux de la CEE. Il pourrait par exemple constituer une équipe de spécialistes de la propriété intellectuelle qui serait chargée d'examiner différents aspects de la question (notamment la protection de ces droits mais dans la perspective de leur commercialisation et de leur transformation de produit de recherche-développement en produit commercial). Le Comité pourrait adopter le mandat de cette équipe dans le contexte de son programme de travail. Les services nécessaires au fonctionnement de cette équipe seraient assurés conjointement ou en coopération avec l'OMPI.

E. Autres aspects pertinents de la Coopération et de l'intégration économiques internationales

Pertinence

64. L'intégration économique des pays favorise la compétitivité et le bien-être socioéconomique grâce à une meilleure division du travail, aux économies d'échelle et de gamme et à la diminution des coûts de transaction.

Activités des autres organisations intergouvernementales

65. De nombreuses organisations internationales et régionales sont dotées de programmes qui facilitent l'intégration économique à divers niveaux. Pour leur part, les organismes sous-régionaux ont souvent pour objectif d'aider leurs pays membres à «rattraper» les économies européennes avancées et d'empêcher l'apparition de nouvelles lignes de fracture.

Perspectives de coopération

66. Le Comité, en coopération avec la Commission européenne et d'autres organisations d'intégration régionale telle que l'Eurasec, pourrait étudier les structures et les modèles d'intégration existants aux différents niveaux (microéconomique, sectoriel et macroéconomique), recenser leurs avantages et conseiller les gouvernements sur les mesures à prendre pour élargir et approfondir l'intégration économique dans la région de la CEE.

III. CONCLUSIONS

67. Le présent inventaire fait le point des activités menées par les autres organisations internationales et régionales dans les domaines d'action du nouveau sous-programme. Après les avoir passées en revue, il a présenté les perspectives de coopération dans chacun des domaines thématiques. On trouvera ci-après quelques-unes de ses conclusions préliminaires:

a) La coopération avec d'autres organismes internationaux et régionaux est d'une importance capitale pour le Comité de la coopération et de l'intégration économiques. Ses ressources étant limitées, renforcer les partenariats et jouer un rôle de catalyseur et de facilitateur élargiront la portée de son action et lui permettront d'obtenir des résultats rapides;

b) L'inventaire a montré que, à quelques exceptions près, les activités menées par les autres organisations internationales ne touchent que peu la CEI, l'Europe du Sud-Est et le Caucase. Dans le cadre de la coopération qu'il établira avec d'autres organisations internationales, le Comité de coopération et d'intégration économique doit faire en sorte que ces pays bénéficient pleinement des activités courantes des organisations internationales;

c) Pour que la coopération progresse, il faut que le secrétariat ait l'appui des États membres. En se prononçant expressément en faveur de cette coopération, les États membres peuvent donner au secrétariat un poids important dans ses contacts avec d'éventuels partenaires. Ils peuvent également encourager les éventuels partenaires à coopérer avec la CEE.
